

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 19 juin 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarme, visés dans la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage", a donné le 9 décembre 1998 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 juni 1998 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de procedure van de goedkeuring van de alarmsystemen en alarmcentrales, bedoeld in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten", heeft op 9 december 1998 het volgende advies gegeven :

Observation générale

La Commission européenne a reçu communication, le 25 juin 1998, du projet soumis à l'avis de la section de législation et a adressé aux autorités belges, le 1er octobre 1998, en application de l'article 8, paragraphe 2, de la directive 98/34/CEE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, des observations desquelles il ressort pour l'essentiel que "la clause de reconnaissance mutuelle comprise dans le projet notifié devrait être étendue aux produits originaires des Etats AELE parties contractantes à l'accord EEE".

L'article 9 du projet doit, dès lors, être adapté à cet effet, ainsi qu'en a d'ailleurs convenu la fonctionnaire déléguée, et l'alinéa 1er du préambule pourrait être rédigé de la sorte :

"Vu les observations émises par la Commission européenne en application de la directive 98/34/CEE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, modifiée par la directive 98/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 juillet 1998;" (1).

-
- (1) Conformément à son article 14, la directive 98/34/CEE est entrée en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes, le 21 juillet 1998; selon son article 12, lorsque les Etats membres adoptent une règle technique, celle-ci contient une référence à la directive ou est accompagnée d'une telle référence lors de sa publication.

.../...

Par ailleurs, suivant la règle 49 du "traité de légistique formelle",

"lorsqu'un rapport au Roi, destiné à la publication, précède l'arrêté et qu'il est utile d'indiquer les motifs de la réglementation projetée, ces motifs doivent figurer dans le rapport au Roi; les considérants deviennent de ce fait inutiles";

les considérants doivent, par conséquent, être omis; en l'occurrence, deux d'entre eux reproduisant d'ailleurs des extraits du rapport au Roi.

Il serait, en revanche, utile que ce dernier soit davantage développé, et spécialement qu'il comporte un commentaire particulier mettant clairement en évidence chacune des modifications que le projet tend à introduire par rapport à l'arrêté royal précédent, à savoir celui du 31 mars 1994 que son article 16 abroge; le projet reproduit, en effet, pour une large part les dispositions de cet arrêté (1), auquel il n'apporte qu'un nombre restreint de

(1) Le motif du recours à ce procédé - qui n'est en général guère recommandable - transparaît dans un projet de lettre communiqué au Conseil d'Etat et dont il ressort que : "Il a été fait profit de l'élaboration de ce projet d'arrêté pour procéder à la coordination de l'arrêté royal du 31 mars 1994 et de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 modifiant l'arrêté royal du 31 mars 1994 sur conseil de Monsieur Thyssen de la Direction Générale III. En effet, il ressort d'un contact téléphonique que le conseiller adjoint Véronique Verelst a eu avec Monsieur Thyssen, fonctionnaire à la Direction Générale III de la Commission européenne que compte tenu du fait que l'arrêté royal du 8 janvier 1996 modifiant l'arrêté du 31 mars 1994 n'a jamais fait l'objet d'une notification conformément à la Directive 83/189, il était conseillé de profiter du présent projet d'arrêté royal pour coordonner les deux arrêtés précités et notifier le tout à la Commission européenne. Cette démarche permettra de régulariser toute la réglementation de la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarme vis-à-vis des obligations édictées par la Directive européenne 83/189."

modifications dont il serait, dès lors, souhaitable que le rapport au Roi précise la situation et la portée dans le nouveau texte.

A titre d'exemple, la fonctionnaire déléguée a indiqué, au sujet des mentions 2.5. et 3.7. de l'annexe 2 du projet - "Dispositifs destinés à écouter, prendre connaissance, enregistrer des communications privées" -, qu'elles doivent être rapprochées de l'article 7 du projet et de l'annexe 7 à laquelle il renvoie, desquels il ressort que les laboratoires des organismes chargés de procéder aux essais réalisés en vue de l'approbation des systèmes et centraux d'alarme devront vérifier si le matériel présenté satisfait notamment aux dispositions de l'article 314bis du Code pénal. Ainsi, selon les explications fournies dans la lettre du 16 novembre 1998 reproduite ci-après,

"les références faites dans l'annexe 2 du projet d'arrêté royal, points 2.5. et 3.7, aux dispositifs destinés à écouter, prendre connaissance, enregistrer des communications privées ont pour unique objectif de permettre un contrôle préventif de la conformité du produit aux prescriptions de l'article 314 bis du Code pénal avant même sa mise sur le marché. Il ne s'agit donc pas d'autoriser la mise à disposition des usagers de matériel permettant l'écoute, la prise de connaissance ou l'enregistrement de communications ou de télécommunications privées en infraction avec l'article 314 bis du Code pénal. Au contraire, les références précitées visent à habiliter la Commission Matériel à refuser l'approbation de matériel de sécurité muni d'un système d'écoute en infraction à l'article 314 bis du Code pénal.";

.../...

dans la mesure toutefois où la combinaison des éléments précités du dispositif ne manifeste pas clairement cette intention, il serait souhaitable que le rapport au Roi comporte à ce sujet un commentaire approprié.

Pour le surplus, il ne paraît pas opportun de revenir sur les dispositions du projet qui constituent la reproduction de celles de l'arrêté du 31 mars 1994 visé à l'article 16, pourvu qu'elles correspondent également à celles du projet sur lequel la section de législation a donné, le 3 novembre 1993, l'avis L. 22.793/2; il a, en effet, été tenu compte des observations formulées dans cet avis.

Les autres dispositions du projet n'appellent pas d'observation fondamentale, à l'exception cependant de l'article 2, § 2, qui n'a jamais, précédemment, été soumis à l'avis de la section de législation (1). Les deux derniers alinéas de l'article 2, § 2, habilite les agents visés à l'article 16 de la loi du 10 avril 1990 à imposer, aux frais de la personne ayant fait procéder aux essais préalables à l'approbation, le contrôle de la conformité du matériel commercialisé ou mis à disposition des usagers par l'un des organismes chargés d'exécuter les essais requis en

(1) Les six premiers alinéas reproduisent des dispositions insérées par l'arrêté royal du 8 janvier 1996 modifiant l'arrêté royal du 31 mars 1994 fixant la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarme visés dans la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, dont le préambule vise l'urgence, et les deux suivants figurent certes déjà dans l'arrêté royal du 31 mars 1994, mais non dans le projet qui a fait l'objet de l'avis L. 22.793/2.

vue de l'approbation des prototypes; cet organisme transmettra un rapport de contrôle à la commission matériel qui déclarera le matériel conforme ou non. Ces dispositions excèdent, en effet, l'habilitation légale sur laquelle repose le projet : l'article 12, alinéa 1er, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage ne vise que la procédure d'approbation préalable à la commercialisation ou à toute autre mise à la disposition des usagers des systèmes et centraux d'alarme ainsi que de leurs composants. L'article 16 de la même loi, que la fonctionnaire déléguée a invoqué à titre de base légale de substitution, ne comporte quant à lui d'autre habilitation que celle de désigner certains fonctionnaires et agents pour surveiller l'application de la loi et de ses arrêtés d'exécution, ainsi que pour infliger des amendes administratives.

Il serait préférable d'inviter le législateur à revoir l'article 12 précité afin d'y intégrer le principe des obligations visées plus haut, non sans avoir, préalablement, soumis l'ensemble des règles techniques rassemblées en un avant-projet de loi aux procédures établies par la directive 98/34/CEE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, ce qui permettrait de remédier à la relative précarité

.../...

du fondement légal que constitue cet article 12 en l'état actuel (1).

Observations particulières

Examen du projet

Intitulé

Comme il est d'usage que l'intitulé des arrêtés soit succinct, et dans la mesure où le fondement légal

-
- (1) Selon l'arrêt de la Cour de justice du 30 avril 1996 dans l'affaire C-194/94, "CIA Security International SA contre Signalson SA et Securitel SPRL", ledit article 12 constitue, en effet, une règle technique au sens de la directive du Conseil 83/189/CEE du 28 mars 1983 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, "dès lors que, comme le Gouvernement belge l'a indiqué lors de l'audience, elle oblige les entreprises intéressées à demander une approbation préalable pour leur matériel, même si les règles administratives prévues n'ont pas été adoptées" (attendus 27 à 30); or, "la directive 83/189 doit être interprétée en ce sens que la méconnaissance de l'obligation de notification entraîne l'inapplicabilité des règles techniques concernées, de sorte qu'elles ne peuvent pas être opposées aux particuliers", lesquels "peuvent s'en prévaloir devant le juge national, auquel il incombe de refuser d'appliquer une règle technique nationale qui n'a pas été notifiée conformément à la directive" (attendus 54 et 55); tel est le cas de l'article 12 de la loi du 10 avril 1990 qui, en tant qu'il subordonne la commercialisation ou toute autre mise à disposition des usagers à une approbation préalable, est, dès lors, inopposable aux particuliers (attendu 57). La Commission européenne attire spécialement l'attention des autorités belges sur cette conséquence de l'arrêt.

.../...

figure dans le préambule, il est proposé de rédiger l'intitulé du projet comme suit :

"Projet d'arrêté royal fixant la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarme.".

Préambule

Le préambule doit être réécrit dans l'ordre suivant :

L'alinéa 3 devient l'alinéa 1er et est rédigé comme suit :

"Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, notamment l'article 12, alinéa 1er;";

L'alinéa 1er, adapté tel qu'il est indiqué dans l'observation générale, devient l'alinéa 2;

L'alinéa 2 devient l'alinéa 3 et est rédigé comme suit :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat;";

Les alinéas 4, 5 et 6 sont omis.

L'alinéa 7 demeure et devient l'alinéa 4.

.../...

Dispositif

Article 1er

1. Il est d'usage d'utiliser l'indicatif présent, et non l'impératif, dans la rédaction des textes légaux, décrets et réglementaires. Les mots "il faut entendre par" doivent, dès lors, être remplacés par les mots "on entend par".

2. Au 1°, les mots "telle que modifiée par la loi du 18 juillet 1997" doivent être omis. Les maintenir aurait pour effet de figer la législation à laquelle il est fait référence. La même observation vaut pour l'annexe 1.

Article 2

Au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots "conforme au modèle reproduit dans l'annexe 1 du présent arrêté," doivent être insérés entre les mots "un certificat d'approbation" et les mots "qui sera conservé".

Au même paragraphe, alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"..., le matériel, conforme au prototype qui est commercialisé ou mis à la disposition des usagers."

.../...

Article 3

Au paragraphe 2, seconde phrase, il y a lieu d'écrire :

"Ce document peut être obtenu sur demande écrite.".

Article 7

Il convient de supprimer la division en paragraphes. En effet, un article ne se divise en paragraphes que lorsque l'un de ceux-ci comprend au moins deux alinéas. Dans le cas contraire, la division en alinéas suffit.

Articles 15 et 16

Les articles 15 et 16 doivent être inversés.

A l'article 16, les mots "tel que" doivent être supprimés.

Observations relatives au texte néerlandais

Le texte néerlandais du projet et des annexes devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Algemene opmerking

De Europese Commissie heeft op 25 juni 1998 inzage gekregen van het ontwerp dat voor advies is overgelegd aan de afdeling wetgeving en heeft op 1 oktober 1998 aan de Belgische overheid, overeenkomstig artikel 8, lid 2, van richtlijn 98/34/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, opmerkingen gezonden waaruit in hoofdzaak het volgende is gebleken : "La clause de reconnaissance mutuelle comprise dans le projet notifié devrait être étendue aux produits originaires des Etats AELE parties contractantes à l'accord EEE".

Artikel 9 van het ontwerp dient derhalve dienovereenkomstig te worden aangepast. De gemachtigde ambtenaar is het daar overigens mee eens. Het eerste lid van de aanhef zou als volgt kunnen worden gesteld :

"Gelet op de opmerkingen die door de Europese Commissie zijn gemaakt met toepassing van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij,

.../...

gewijzigd bij richtlijn 98/48/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 juli 1998;" (1).

Overeenkomstig voorschrift 49 van de handleiding bij de wetgevingstechniek worden, wanneer samen met het besluit een verslag aan de Koning wordt gepubliceerd en het zijn nut heeft de beweegredenen van de ontworpen regeling aan te geven, die redenen in dat verslag, niet in de considerans, opgenomen.

De consideransen dienen bijgevolg te vervallen; in casu worden in twee ervan overigens uittreksels uit het verslag aan de Koning overgenomen.

Het zou daarentegen nuttig zijn mocht dat verslag uitvoeriger worden gemaakt en meer in het bijzonder specifieke commentaar bevatten waaruit elke, door het ontwerp voorgenen wijziging van het vorige koninklijk besluit, namelijk dat van 31 maart 1994, dat bij artikel 16 van het ontwerp wordt opgeheven, duidelijk blijkt; in het ontwerp

(1) Overeenkomstig artikel 14 van richtlijn 98/34/EG is deze in werking getreden op de twintigste dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen, namelijk 21 juli 1998; artikel 12 van de richtlijn schrijft voor dat wanneer de Lid-Staten een technisch voorschrift vaststellen, daarbij naar de richtlijn wordt verwezen of hiernaar verwezen wordt bij de bekendmaking van dat voorschrift.

wordt immers een groot aantal bepalingen van dat besluit (1) overgenomen, terwijl door het ontwerp in dat besluit maar een beperkt aantal wijzigingen wordt aangebracht, waaromtrent het dus wenselijk zou zijn dat in het verslag aan de Koning aangegeven wordt wat de positie en de strekking ervan is in de nieuwe tekst.

De gemachtigde ambtenaar heeft bij wijze van voorbeeld, over de vermeldingen 2.5. en 3.7. van bijlage 2 van het ontwerp - "Apparatuur om privé communicaties af te luisteren, kennis te nemen van, op te nemen" -, gesteld dat ze in verband gebracht moeten worden met artikel 7 van het ontwerp en met bijlage 7 waarnaar dat artikel verwijst, waaruit blijkt dat de laboratoria van de instellingen belast

-
- (1) De reden voor dat procédé - dat over het algemeen weinig aan te bevelen is - blijkt uit een ontwerp van brief dat aan de Raad van State is overgelegd en waarin het volgende te lezen staat : "Il a été fait profit de l'élaboration de ce projet d'arrêté pour procéder à la coordination de l'arrêté royal du 31 mars 1994 et de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 modifiant l'arrêté royal du 31 mars 1994 sur conseil de Monsieur Thyssen de la Direction Générale III. En effet, il ressort d'un contact téléphonique que le conseiller adjoint Véronique Verelst a eu avec Monsieur Thyssen, fonctionnaire à la Direction Générale III de la Commission européenne que compte tenu du fait que l'arrêté royal du 8 janvier 1996 modifiant l'arrêté du 31 mars 1994 n'a jamais fait l'objet d'une notification conformément à la Directive 83/189, il était conseillé de profiter du présent projet d'arrêté royal pour coordonner les deux arrêtés précités et notifier le tout à la Commission européenne. Cette démarche permettra de régulariser toute la réglementation de la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarme vis-à-vis des obligations édictées par la Directive européenne 83/189."

.../...

met de proefnemingen met het oog op de goedkeuring van de alarmsystemen en alarmcentrales, dienen na te gaan of het voorgestelde "materieel" al dan niet beantwoordt aan de bepalingen van artikel 314bis van het Strafwetboek. In de hierna overgenomen brief van 16 november 1998 wordt de volgende uitleg verstrekt :

"les références faites dans l'annexe 2 du projet d'arrêté royal, points 2.5. et 3.7, aux dispositifs destinés à écouter, prendre connaissance, enregistrer des communications privées ont pour unique objectif de permettre un contrôle préventif de la conformité du produit aux prescriptions de l'article 314 bis du Code pénal avant même sa mise sur le marché. Il ne s'agit donc pas d'autoriser la mise à disposition des usagers de matériel permettant l'écoute, la prise de connaissance ou l'enregistrement de communications ou de télécommunications privées en infraction avec l'article 314 bis du Code pénal. Au contraire, les références précitées visent à habiliter la Commission Matériel à refuser l'approbation de matériel de sécurité muni d'un système d'écoute en infraction à l'article 314 bis du Code pénal."

In zoverre de gezamenlijke voornoemde gegevens uit het dispositief evenwel niet duidelijk die doelstelling weergeven, zou het aangeraden zijn in het verslag aan de Koning in dat verband een passende commentaar op te nemen.

Voor het overige lijkt het niet opportuun om terug te komen op de bepalingen van het ontwerp die een reproductie zijn van die uit het besluit van 31 maart 1994, waarvan melding wordt gemaakt in artikel 16, op voorwaarde dat ze eveneens overeenstemmen met die uit het ontwerp waarover de afdeling wetgeving op 3 november 1993 advies L. 22.793/2 heeft uitgebracht; er is immers rekening gehouden met de in dat advies gemaakte opmerkingen.

.../...

De overige bepalingen van het ontwerp geven geen aanleiding tot enige fundamentele opmerking, behalve wat betreft artikel 2, § 2, dat voordien nooit om advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd (1). De laatste twee leden van artikel 2, § 2, maken de "agenten" bedoeld in artikel 16 van de wet van 10 april 1990 bevoegd om op kosten van de persoon die de proefnemingen heeft laten uitvoeren die aan goedkeuring voorafgaan, de conformiteit te laten controleren van materieel dat in de handel gebracht is of ter beschikking van de gebruikers is gesteld, door een van de instellingen die tot taak hebben de proefnemingen te doen die met het oog op goedkeuring van de prototypes vereist zijn. De voornoemde instelling bezorgt een controleverslag aan de commissie materieel die het materieel al dan niet conform verklaart. Die bepalingen gaan evenwel de wettelijke machtiging te buiten waarop het ontwerp steunt : artikel 12, eerste lid, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten heeft uitsluitend betrekking op de

(1) De eerste zes leden zijn een weergave van de bepalingen die zijn ingevoegd bij koninklijk besluit van 8 januari 1996 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 31 maart 1994 tot vaststelling van de procedure van de goedkeuring van alarmsystemen en alarmcentrales, bedoeld in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, in de aanhef waarvan op de dringende noodzakelijkheid wordt gewezen, en de twee volgende staan weliswaar reeds in het koninklijk besluit van 31 maart 1994, maar niet in het ontwerp waarover advies L. 22.793/2 is verstrekt.

goedkeuringsprocedure die vooraf moet gaan aan het in de handel brengen of op enige andere wijze ter beschikking van de gebruikers stellen van alarmsystemen en alarmcentrales en van de componenten ervan. Artikel 16 van dezelfde wet, dat door de gemachtigde ambtenaar als subsidiaire rechtsgrond wordt aangevoerd, bevat geen andere machtiging dan die tot het aanwijzen van bepaalde ambtenaren en "agenten" om toezicht uit te oefenen op de toepassing van de wet en haar uitvoeringsbesluiten en om administratieve geldboeten op te leggen.

Het is raadzaam de wetgever te verzoeken het voornoemde artikel 12 te herzien, teneinde er het principe van de voornoemde verplichtingen in op te nemen, nadat echter op de gezamenlijke technische voorschriften, samengebracht in een voorontwerp van wet, eerst de procedures toepasselijk zijn gemaakt vastgelegd in richtlijn 98/34/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, waardoor de betreffende onvastheid van de rechtsgrond die door

.../...

artikel 12 bij de huidige stand van zaken opgeleverd wordt, zou kunnen worden ondervangen (1).

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Aangezien als regel geldt dat het opschrift van besluiten kort dient te zijn en doordat de rechtsgrond in de aanhef wordt aangegeven, wordt voorgesteld het opschrift van het ontwerp als volgt te redigeren :

-
- (1) Volgens het arrest van het Hof van Justitie van 30 april 1996 in de zaak C-194/94, "CIA Security International SA tegen Signalson SA en Securitel SPRL", is het voornoemde artikel 12 immers een technisch voorschrift als bedoeld in richtlijn 83/189/EG van de Raad van 28 maart 1983 betreffende een informatie-procedure op het gebied van normen en technische voorschriften, "wanneer (het voorschrift), gelijk de Belgische regering ter terechtzitting heeft opgemerkt, de betrokken ondernemingen verplicht vooraf een goedkeuring voor hun apparatuur aan te vragen, zelfs al zijn de voorziene administratieve regels niet vastgesteld" (consideransen 27 tot 30); welnu, "richtlijn 83/189 (...) moet (aldus) worden uitgelegd, dat het verzuim van de verplichte kennisgeving de niet-toepasselijkheid van de betrokken technische voorschriften meebrengt, zodat deze niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen", welke particulieren "zich daarop kunnen beroepen voor de nationale rechter, die een nationaal technisch voorschrift dat niet overeenkomstig de richtlijn is meegedeeld, buiten toepassing dient te laten" (consideransen 54 en 55); zulks is dus het geval met artikel 12 van de wet van 10 april 1990 dat, in zoverre het artikel het in de handel brengen of het op enige andere wijze ter beschikking stellen van de gebruikers aan een voorafgaande goedkeuring koppelt, niet tegenwerpbaar is aan derden (considerans 57). De Europese Commissie vestigt de aandacht van de Belgische overheid in het bijzonder op dat gevolg van het arrest.

"Ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de procedure tot goedkeuring van alarmsystemen en alarm-centrales".

Aanhef

De aanhef dient in deze volgorde te worden herschreven :

Het derde lid dient het eerste lid te worden en behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op artikel 12, eerste lid;".

Het eerste lid, aangepast zoals aangegeven in de algemene opmerking, wordt het tweede lid.

Het tweede lid wordt het derde lid en dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het advies van de Raad van State;".

Het vierde, vijfde en zesde lid dienen te vervallen.

Het zevende lid wordt behouden en wordt het vierde lid.

.../...

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. Als regel geldt dat bij de redactie van de teksten van wetten, decreten en verordeningen de onvoltooid tegenwoordige tijd wordt gebruikt en niet de gebiedende wijs. In de Franse tekst dienen de woorden "il faut entendre par" dan ook te worden vervangen door de woorden "on entend par".

2. In onderdeel 1° dienen de woorden "zoals gewijzigd door de wet van 18 juli 1997" te vervallen. Het behoud van die woorden zou tot gevolg hebben dat de wetgeving verankerd wordt in de versie waarnaar verwezen wordt. Deze opmerking geldt ook voor bijlage 1.

Artikel 2

Paragraaf 2, eerste lid, dient als volgt te worden gesteld : "De commissie materieel geeft voor elk prototype goedgekeurd materieel een goedkeuringscertificaat af, conform het model weergegeven in bijlage 1 bij dit besluit, dat door de verzoeker wordt bijgehouden."

In dezelfde paragraaf, tweede lid, dient te worden geschreven :

.../...

"... het materieel, conform het prototype dat in de handel wordt gebracht of ter beschikking van de gebruikers wordt gesteld.".

Artikel 3

Paragraaf 2, tweede zin, behoort als volgt te worden geschreven :

"Dat document kan op schriftelijke aanvraag worden verkregen.".

Artikel 7

Dit artikel behoort niet in paragrafen te worden onderverdeeld. Een artikel wordt immers alleen in paragrafen ingedeeld wanneer ten minste één paragraaf uit meer dan een lid bestaat. In het andere geval is een onderverdeling in leden voldoende.

Artikelen 15 en 16

De artikelen 15 en 16 dienen in omgekeerde volgorde te worden opgenomen.

In artikel 16 dienen de woorden "zoals gewijzigd door" te worden vervangen door de woorden ", gewijzigd bij".

.../...

Opmerkingen over de Nederlandse tekst

De Nederlandse tekst van zowel het ontwerp als de bijlagen laat uit een oogpunt van correct taalgebruik veel te wensen over. Niet alleen bevat de tekst veel gallicismen en andere fouten, zoals bijvoorbeeld "afleveren" in plaats van "afgeven, uitreiken" wanneer het niet om goederen maar om certificaten e.d. gaat, "26 mm op 10 mm" in plaats van "26 mm bij 10 mm", "bijhorend" in plaats van "bijbehorend", maar ook de terminologie is vaak inconsistent. Zo bijvoorbeeld beantwoordt in art. 2, § 2, achtste lid, aan het Frans "essais" in de Nederlandse tekst van het ontwerp "testen" (in plaats van het uit taalkundig oogpunt correcte "tests"), in art. 4, § 1, eerste en tweede lid, "tests", in art. 6, derde en vierde lid, "proeven". Ook het Frans "épreuves" wordt door "proeven" weergegeven. In advies L. 22.793/2 is erop gewezen dat naar het voorbeeld van richtlijn 83/189/EEG van de Raad van 28 maart 1983 in de Nederlandse tekst van het ontwerp "proefnemingen" gebruikt zou moeten worden als tegenhanger van het Frans "essais". Bij wijze van voorbeeld worden hierna enkele tekstvoorstellen gedaan :

- in artikel 2, paragraaf 2, vijfde lid, dient de eerste zin als volgt te worden gesteld : "De installateur bezorgt de klant een attest waarin hij bevestigt dat het geïnstalleerde materieel conform het door de commissie goedgekeurde prototype is.";
- in artikel 2, paragraaf 2, zevende lid, dient de laatste zin als volgt te worden geredigeerd : "Deze instelling zendt een controleverslag aan de commissie ...";

.../...

- in artikel 4, paragraaf 3, laatste zin, dienen de woorden "die geen uit staans heeft" te worden vervangen door de woorden "die niets uit te staan heeft";
- in artikel 5, tweede lid, onderdeel 2°, dient het woord "geleverde" te worden vervangen door het woord "bezorgde";
- artikel 5, derde lid, zou beter als volgt worden herschreven : "Bijlage 4 bij dit besluit bevat de lijst van het materieel dat dient te worden verstrekt aan een in artikel 4, § 1, bedoelde instelling.";
- artikel 6, tweede lid, zou beter als volgt worden gesteld : "Daartoe wordt het materieel onderworpen aan de proefnemingen vermeld in de bijlagen 3 en 5 bij dit besluit.";
- artikel 7, paragraaf 2, dat artikel 7, tweede lid, wordt, zou beter als volgt worden geschreven : "Daartoe dient de aanvrager alle voor dat onderzoek dienstige documenten aan die laboratoria te bezorgen.";
- in artikel 11, eerste lid, eerste zin, schrijve men : "... en kunnen op aanvraag telkens met dezelfde periode worden verlengd.";
- in artikel 11, tweede lid, behoort te worden geschreven : "..., dient dat materieel opnieuw te worden voorgelegd aan een van de in artikel 4, § 1, bedoelde instellingen, die oordeelt over de noodzaak van aanvullende proeven.";
- in artikel 12 schrijve men : "... de uitgevoerde tests en aan de conformiteitscontrole ...".

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

F. DELPEREE,

J.-M. FAVRESSE,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par
M. J.-L. PAQUET, auditeur. La
note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée et exposée
par M. C. NIKIS, référendaire
adjoint.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. P. LIENARDY, conseiller
d'Etat.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H. J.-L. PAQUET,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de H. C. NIKIS,
adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY, staatsraad.

LE PREMIER PRESIDENT - DE
EERSTE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS